

Revue de presse 15 septembre – 30 septembre 2021

AFRIQUE

Libye p.2

Maroc p.2

EUROPE

Union européenne

Parlement européen p.3

Sommet des pays du Sud de l'Union européenne p.3

États membres de l'Union européenne

Espagne p.4

France p.4

Grèce p.5

Pologne p.6

États non-membres de l'Union européenne

Albanie p.7

AFRIQUE

Libye

- **Infomigrants**, [Méditerranée : l’Ocean Viking porte secours à 129 personnes au cours de quatre opérations de sauvetage](#), le 20 septembre 2021.
- **Médiapart**, [Le navire Ocean Viking a secouru 129 migrants en Méditerranée durant le week-end](#), le 20 septembre 2021.

Dès son retour en Méditerranée centrale après s’être ravitaillé, le navire de l’ONG SOS Méditerranée, *Ocean Viking*, a porté secours à 129 personnes au large des côtes libyennes. Parmi elles se trouvaient une dizaine de femmes et une quinzaine d’enfants. L’ONG précise que la plupart des rescapé-e-s étaient partis de Libye et qu’une partie d’entre elles et eux dérivait en mer depuis plusieurs jours. La fréquence de ces naufrages démontrent le manque de volonté des politiques européennes dans le sauvetage et l’accueil des exilé-e-s . En effet, à défaut d’un dispositif européen de sauvetage, celui-ci repose uniquement sur les ONG, qui en plus d’être constamment criminalisées pour leurs actions, voient régulièrement leurs opérations de sauvetage entravées par le blocage de leurs navires dans les ports européens.

Maroc

- **Infomigrants**, [Maroc : du Rocher espagnol de Vélez au désert marocain, retour sur une expulsion illégale](#), le 21 septembre 2021.
- **Bladi.net**, [L’Espagne expulse 125 migrants entrés par le rocher d’Al Hoceima](#), le 22 septembre 2021.
- **El País**, [España devuelve a Marruecos a 125 inmigrantes que habían entrado en un peñón español frente a Alhucemas](#), le 20 septembre 2021.

Le 20 septembre, 125 personnes exilées cherchant protection ont traversé la frontière entre le Maroc et l’Espagne au niveau du rocher de Vélez de Gomera, une enclave militaire espagnole reliée au littoral Nord du Maroc par une étroite bande de terre. Alors qu’à leur arrivée les soldats présents sur place ont pris leur identité prétextant les aider à déposer une demande d’asile, ces exilé-e-s ont en réalité été violemment refoulé-e-s par les autorités espagnoles épaulées par les soldats marocains. Ils et elles ont ensuite été déposé-e-s en plein milieu d’une zone désertique près de la frontière algérienne après un trajet de 10h en bus. L’ONG *Caminandos fronteras* dénonce la violation de leurs droits tant à la frontière que durant le trajet où ces personnes n’ont eu accès ni à l’eau ni à la nourriture, ou encore à des sanitaires. Le défenseur des droits espagnol a alors été saisi et a rappelé au ministère de l’Intérieur ses obligations légales au regard de la Convention de Genève et du principe international de non-refoulement.

EUROPE

Union européenne

Parlement européen

- **Euractiv**, [Les européens prônent un programme spécial de visas pour les femmes afghanes](#) , le 17 septembre 2021.
- **Actualité parlement européen**, [Les députés appellent à un programme spécial de visas pour les femmes afghanes demandant une protection](#), le 16 septembre 2021.

Dans une résolution adoptée le 16 septembre, les député·e·s européen·ne·s ont invité l'Union et ses États membres à œuvrer conjointement « pour faciliter l'évacuation [d'Afghanistan] des citoyens de l'UE et des Afghans en danger ». Le Parlement souhaite que soit déposée une proposition législative relative à l'octroi de visas humanitaires et un programme de visa spécial pour les femmes afghanes souhaitant quitter l'Afghanistan en raison du régime taliban. Il est également demandé aux États membres d'examiner à la lumière du nouveau contexte les demandes d'asiles en cours et de réexaminer celles reçues récemment, y compris celles ayant fait l'objet d'un rejet, en insistant sur le fait qu'il ne doit y avoir aucun retour forcé en Afghanistan quelles que soient les circonstances. De plus, le Parlement souligne qu'il est nécessaire de soutenir les pays voisins de l'Afghanistan étant donné que la plupart des Afghan·e·s y chercheront refuge. Enfin, les eurodéputé·e·s reconnaissent la nécessité d'entrer en contact avec les taliban pour des raisons logistiques, opérationnelles et humanitaires, sans pour autant les reconnaître officiellement.

Sommet des pays du Sud de l'Union européenne

- **France diplomatie**, [Déclaration du 8^e sommet des pays du Sud de l'Union européennes](#), 17 septembre 2021
- **Médiapart**, [Flux migratoires : cinq pays appellent à une juste répartition dans l'UE](#), le 25 septembre 2021
- **Cyprus Mail**, [EU must tackle migration problems at their source, MED5 says](#), le 25 septembre 2021

Le 17 septembre 2021 se sont réunis à Athènes les chefs d'États et de gouvernement de Chypre, de la Croatie, de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de Malte, du Portugal et de la Slovénie dans le cadre du 8^{ème} sommet des pays du Sud de l'Union européenne, aussi appelé sommet UE-Med – groupe créé en 2020 dans le but de « former un front uni » des États situés sur la rive méditerranéenne de l'Union. Le point central de l'ordre du jour étant l'immigration, les États s'appuyant sur l'article 80 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)¹ ont appelé

¹L'article 80 TFUE dispose que « Les politiques de l'Union visées au présent chapitre et leur mise en œuvre sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les États membres, y compris sur le plan financier. Chaque fois que cela est nécessaire, les actes de l'Union adoptés en vertu du présent chapitre contiennent des mesures appropriées pour l'application de ce principe.

au renforcement du « principe de solidarité » avec une répartition équitable et obligatoire des responsabilités au sein de l'Union face aux « flux migratoires ». De plus, est mise en avant par lesdits États la volonté de renforcer les partenariats et la coopération avec les pays d'origine et de transit des exilé-e-s afin de « permettre et maintenir une coopération fructueuse, notamment un système de retour et d'admission efficace ». Par la combinaison de ces actions, le groupe entend adopter une « approche globale de la question migratoire » pour « endiguer les flux clandestins », s'inscrivant donc dans la continuité des politiques européennes de non-accueil et d'externalisation, au mépris des droits des personnes exilées.

États membres de l'Union européenne

Espagne

- **Infomigrants**, [Route des Canaries : au moins 785 morts depuis le début de l'année](#), le 24 mars 2021.
- **ONU info**, [Au moins 785 migrants ont péri au large des îles Canaries depuis début 2021 \(OIM\)](#), le 24 septembre 2021.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) publie le 24 septembre de nouvelles données concernant les îles Canaries : entre janvier et août 2021, au moins 785 personnes exilées seraient décédées lors de la traversée en direction des îles Canaries depuis les côtes ouest-africaines – contre 320 l'année dernière pour la même période. Mais ces statistiques ne comptabilisent que les décès documentés, et sont sans doute en-deçà du nombre réel, étant donné que les embarcations précaires portées disparues ne sont pas intégrées dans cette comptabilisation.

France

- **Le Monde**, [Immigration : la France durcit « drastiquement » l'octroi de visas aux Algériens, Marocains et Tunisiens](#), le 28 septembre 2021.
- **Infomigrants**, [La France durcit les conditions d'obtention des visas à l'égard du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie](#), le 28 septembre 2021.

Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement français a annoncé la diminution de 50 % du nombre de visas délivrés aux ressortissant-e-s marocain-e-s et algérien-e-s et de 33 % aux ressortissant-e-s tunisien-ne-s. La France, menaçant depuis plus d'une année d'appliquer une telle mesure, se justifie par le manque de coopération de ces trois États dits tiers à l'heure de délivrer des laissez-passer permettant l'expulsion vers le pays d'origine de leurs ressortissant-e-s dépourvu-e-s de droit au séjour sur le territoire français. Le gouvernement français indique que sur 7 731 obligations de quitter le territoire français (OQTF) ordonnées par la justice française à l'égard de ressortissant-e-s algérien-e-s, seules 22, soit 0,2 %, auraient été exécutées. Ainsi, G. Attal annonce appliquer cette mesure pour une durée indéterminée tant que les pays concernés ne coopéreront pas davantage avec la France. Prétendant réduire le nombre de personnes en situation administrative irrégulière sur

le territoire en diminuant le nombre de visas délivrés, l'État français va en réalité augmenter le nombre de personnes en situation précaire vivant dans des conditions déshumanisantes. À quelques mois des élections présidentielles françaises, les personnes migrantes sont à nouveau les otages d'une stratégie politique qui se construit au détriment de leurs droits.

- **Infomigrants**, [La France expulse quatre Afghans vers la Bulgarie, des avocats craignent un renvoi en l'Afghanistan](#), le 29 septembre 2021.
- **Franceinfo**, [La France expulse quatre demandeurs d'asile afghans vers la Bulgarie, des avocats redoutent un « renvoi vers l'Afghanistan »](#), le 28 septembre 2021.

Alors que le Parlement européen demandait le 16 septembre aux États membres de ne procéder à aucun retour forcé vers l'Afghanistan, d'évaluer les demandes d'asile en cours à la lumière du nouveau contexte, et de réévaluer celles ayant été rejetées, la France a transféré le 28 septembre quatre Afghans vers la Bulgarie au titre du Règlement Dublin (alors que ce pays n'a pas suspendu les renvois vers l'Afghanistan). Ainsi, ce renvoi par la France s'apparente à une expulsion indirecte vers l'Afghanistan, en violation de l'article 3 de la convention européenne des Droits de l'Homme.

Grèce

- **Dw**, [Greece opens first refugee holding camp on Samos Island](#), le 18 septembre 2021.
- **Euronews**, [La Grèce inaugure à Samos son premier camp « fermé » pour demandeurs d'asile](#), le 20 septembre 2021.
- **The press project**, [Μία φυλακή αθώων για « να ησυχάσει η Σάμος »](#), le 19 septembre 2021.

Dans le but « d'améliorer les conditions de vie » des personnes migrantes, l'Union européenne a déboursé 276 millions d'euros pour la construction de nouveaux camps sur cinq îles grecques de la mer Égée : Leros, Lesbos, Kos, Chios et Samos. Le camp de Samos « nouvelle génération » a été inauguré le 18 septembre. Entouré de clôtures de barbelés et équipé d'un système de surveillance avancé, comprenant caméras, scanners à rayon X et portes magnétiques, le nouveau camp s'apparente en réalité à une prison. Cela d'autant plus au regard des règles strictes auxquelles sont soumis-es les demandeurs et demandeuses d'asile : autorisation de quitter le camp uniquement entre 8h et 20h par bus et contraint-e-s de présenter leurs empreintes digitales et un badge électronique au portail magnétique à l'entrée. De plus, celles et ceux dont les demandes d'asile auront été rejetées seront enfermé-e-s dans le centre de rétention prévu au sein du camp en vue d'être renvoyé-e-s en Turquie. Le non-respect de ces règles fera l'objet de sanctions disciplinaires. Comme le dénonce Médecin sans Frontières, la construction de tels camps reflète la politique hostile de l'Europe envers les personnes exilées, les demandeurs et les demandeuses d'asiles étant traitées comme de véritables criminel-le-s.

- **Infomigrants**, [Grèce : à peine un tiers des enfants migrants scolarisés, les ONG s'insurgent](#), le 22 septembre 2021.
- **Save the Children**, [Greece : future of over 20, 000 refugee children up in the air because of government neglect](#), le 15 septembre 2021.

Le 15 septembre 2021, les ONG *Greek Council for refugees* et *Save the children* publient un [rapport](#) dans lequel elles dénoncent que moins de 15 % des enfants vivant dans des centres d'hébergement suivent une scolarité. Ce pourcentage chute à 0,3 % dans les cinq camps des îles égéennes. Bien que la pandémie de Covid-19 ait accentué ce phénomène avec la fermeture des écoles et le manque de connexion internet et de matériel informatique dans les camps, la Grèce avait d'ores et déjà un problème chronique de scolarisation des enfants exilés comme le dénonce le rapport. Ainsi, alors que l'Union européenne a alloué 7,5 millions d'euros à la Grèce en 2020 pour l'éducation des enfants dans les camps, aucune amélioration n'est à souligner. Les obstacles tels que l'isolement des camps et le manque de transports scolaire restent non résolus et seuls trois bus sur les 13 nécessaires ont été mis en place en 2021 selon l'ONG *Refugee Support Aegean*. Le manque de volonté politique de la part du gouvernement grec d'honorer ses engagements et de garantir la scolarisation de ces enfants serait la raison principale des faibles pourcentages cités ci-dessus.

- **Infomigrants**, [Greece set to launch next media campain on migration](#), le 22 septembre 2021.
- **Ekathimerini**, [Media campaign launched to stem Afghan migration](#), le 17 septembre 2021.

Le ministère des Migrations et de l'Asile grec a annoncé dans un [communiqué de presse](#) du 16 septembre 2021 la mise en place d'une campagne médiatique visant à sensibiliser les « futurs migrants illégaux » afin d'empêcher de futurs « flux migratoires illégaux ». La campagne aurait pour objectif premier de promouvoir et diffuser dans les médias de masse et les réseaux sociaux le message selon lequel la Grèce protégerait ses frontières de manière organisée ne permettant pas les « migrations illégales » et de décrire les conditions de vie des camps grecs afin de dissuader toute personne souhaitant venir en Grèce « illégalement ». Le second objectif de la campagne est axé sur la sensibilisation des « futurs migrants illégaux » afin d'éviter qu'ils et elles ne deviennent victimes de trafic mettant leur vie en danger. Une telle propagande, sans doute en lien avec les récents développements géopolitiques en Afghanistan, relève donc d'une stratégie de dissuasion, basée sur le recours à la peur ou à l'intimidation, vis-à-vis de toute personne souhaitant se rendre en Grèce pour y demander une protection ou un emploi. Ce type de campagnes n'est pas nouvelle² et a déjà été dénoncée par le passé.

Pologne

- **Libération**, [Piège : à la frontière polonaise, des migrants pris en étau](#), le 21 septembre 2021.

² Le Monde Diplomatique, « Contre l'émigration, l'arme de la propagande, Campagnes de dissuasion massive », A. Pécoud et J. Van Dessel, mars 2021 <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/03/PECOUD/62833>

- **UNHCR**, [UNHCR and IOM shocked and dismayed by deaths near Belarus-Poland border](#), le 21 septembre 2021.
- **Euractiv**, [De nouveaux décès à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie](#), le 22 septembre 2021.
- **The Guardian**, [Four migrants found dead on poland-belarus border](#), le 22 septembre 2021.

Depuis un mois et demi, des personnes migrantes sont coincées dans le *no man's land* entre la frontière polonaise et la frontière biélorusse. Ils n'ont ni abri, ni accès aux soins. En effet, face à l'arrivée d'exilé·e·s depuis la Biélorussie – qui a relâché le contrôle à ses frontières en réponse aux sanctions de l'Union européenne –, la Lituanie, la Pologne et la Lettonie, membres de l'Espace Schengen, ont fermé leurs frontières. Dès lors, toute personne tentant de quitter la Biélorussie pour entrer en Europe est bloquée aux frontières européennes fermées, tout en étant empêchée par les sentinelles biélorusses de faire marche arrière. La Pologne ayant décrété l'état d'urgence dans toute la région frontalière, les médias et les associations humanitaires ne peuvent plus intervenir. C'est dans ce contexte que quatre personnes sont décédées d'hypothermie le week-end du 19 septembre. Le HCR et l'OIM ont alors demandé un accès immédiat aux personnes concernées pour leur fournir une aide médicale, de la nourriture, de l'eau et un abri, et ont rappelé que les *pushbacks* sont contraires au droit international.

États non-membres de l'Union européenne

Albanie

- **Libération**, [Réfugiés afghans : l'Albanie fait le choix de l'asile](#), le 19 septembre 2021.
- **Libération**, [Le premier ministre albanais sur les réfugiés afghans : « si les pères fondateurs de l'Europe nous voyaient, ils auraient honte »](#), le 20 septembre 2021.
- **Le Monde**, [L'Albanie, refuge inattendu de l'élite afghane](#), le 20 septembre 2021

Après la prise de Kaboul le 15 août 2021, le gouvernement albanais a annoncé sa volonté d'accueillir 4 000 personnes menacées par le nouveau pouvoir mis en place en Afghanistan. Dès le 27 août, des familles afghanes ont été déplacées par l'aviation militaire américaine en Albanie dans la ville balnéaire de Shëngjin, le temps d'obtenir un hypothétique visa pour les États-Unis. Bien que l'Albanie ait été présentée comme un pays de transit vers les États-Unis, la majorité des ressortissant·e·s afghan·e·s devrait en réalité rester dans le pays, ce qui est vu comme une chance par l'Albanie marquée par un phénomène de « fuite des cerveaux ». Comme l'explique le politologue Agon Maliqi, « les gens qui arrivent ici font partie de l'élite afghane, [...] Ils sont formés et parlent généralement anglais donc ils peuvent répondre à des besoins de l'économie locale ». Dès lors, bien que les États-Unis aient proposé de financer la construction de camps, l'Albanie refuse et prévoit « une réelle intégration des nouveaux et nouvelles arrivantes ». Une telle politique d'accueil semble toutefois être réservée à une « élite » et promouvoir une migration sélective et un utilitarisme migratoire.